

PETER HANDLEY

Chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la direction générale de la croissance de la Commission Européenne

Holger Bingmann, président de la section allemande de la Chambre de commerce internationale, président d'honneur du Conseil commun germano-émirati pour l'industrie et le commerce

Nous n'avons pas beaucoup de temps, donc je poserai ma question en même temps que je vous passe la parole, Peter. Pourquoi les Européens devraient-ils promouvoir l'exploration minière intérieure alors qu'ils pouvaient et peuvent encore compter sur des chaînes d'approvisionnement mondiales bien établies et moins chères ? Est-ce là l'avenir ?

Peter Handley

Je pense que le futur est complexe. Si vous étudiez l'histoire, vous verrez que certaines matières premières ont été critiques, ce qui, par définition, signifie qu'elles ont été géopolitiques. Dans le passé, il y a eu le sel, le cuivre, l'or, l'argent. Plus récemment, les hydrocarbures, l'uranium, le silicium et maintenant les matières premières nécessaires à la transition écologique et numérique. Qui sait ce qui sera essentiel pour l'informatique quantique ? Cette question n'a pas de réponse. N'oublions pas que l'Europe a démarré son projet autour d'une gouvernance partagée pour gérer deux matières premières importantes, le charbon et l'acier, qui furent la base du projet que nous avons établi ensemble après la Seconde Guerre mondiale.

Le premier choc pétrolier de 1973a été un signal d'alarme pour l'Europe à l'époque et l'une des actions entreprises a été de mettre au point notre première stratégie pour les matières premières et notre première gouvernance interne, le groupe sur l'approvisionnement en matières premières (RMSG). Peu de temps après, quand le président chinois de l'époque a déclaré : « Le Moyen-Orient a du pétrole mais la Chine a des terres rares », c'était le signal de départ pour la Chine de l'établissement d'une forte position dans la chaîne de valeur des métaux et minéraux. C'est un processus qui lui a permis de passer d'un acteur virtuellement inexistant à un acteur extrêmement dominant, pratiquement pour l'ensemble du tableau périodique.

Nous avons eu un premier aperçu de ce que cela signifiait en termes géopolitiques en 2010, lorsque des tensions ont éclaté entre le Japon et la Chine après que cette dernière a coupé l'approvisionnement en terres rares. C'est alors que le Japon, l'Union européenne et les États-Unis ont établi la Conférence trilatérale sur les matières premières critiques, qui existe encore à ce jour, pour discuter de la sécurité de l'approvisionnement et de la diversification des sources. Nous avons très récemment invité le Canada et l'Australie à nous rejoindre.

Plus récemment, en 2018, nous avons vu que la Chine menait la course du développement des véhicules à batterie. Nous nous sommes inquiétés car notre secteur automobile repose sur le moteur à combustion et c'était potentiellement sa fin. Nous avons en fait développé très rapidement une nouvelle façon de mettre au point des politiques industrielles, en créant l'Alliance européenne pour les batteries, rassemblant tous les partenaires. Nous avons identifié les investissements clés tout au long de la chaîne de valeur, à commencer par les matières premières pour les batteries, leur raffinage et recyclage. Nous avons également mis en place les investissements avec deux grands partenariats public/privé pour un montant de plus de 20 milliards d'euros, dont environ 6 milliards viennent d'aide des États et le reste du marché. Cela a été une inspiration pour nous au sein de la nouvelle commission. La première décision prise par la Commission von der Leyen en décembre 2019 fut le cadre principal d'action, le Green Deal européen, comment l'Europe peut atteindre ses objectifs de climat et d'énergie de 2030 et 2050, tout en transformant l'économie et en s'assurant que la transition est équitable et juste pour la population. Dans ce Green Deal, on peut lire : « Il n'y a pas de Green Deal sans accès à un approvisionnement durable en matières premières critiques. Les matières premières sont devenues une question de sécurité pour l'Union européenne ». Cette déclaration est développée dans la stratégie industrielle de mars 2020, où on trouve un chapitre qui explique : « L'Europe ne peut plus se permettre d'être excessivement dépendante des autres pour des éléments qui sont vitaux à son avenir. Nous devons développer notre résilience et notre autonomie stratégique dans le cadre des marchés mondiaux ouverts. »

C'est dans ce contexte que nous avons révisé en 2020 notre évaluation du caractère critique, mais en incluant cette fois une vision tournée vers l'avenir. Nous avons prévu ce dont nous pensons avoir besoin pour 2030, 2050, pour toutes les technologies clés et nous avons mis au point un plan d'action. Je ne vais pas le détailler ici, mais une des actions consistait à mettre en place une alliance industrielle pour les matières premières. Elle existe depuis maintenant un an et compte des membres d'Europe, de nos voisins, du Canada, d'Australie et des États-Unis et elle est ouverte à toute entreprise du monde entier qui partage l'objectif de développer des chaînes de valeur ouvertes, diversifiées et durables. Dans sa première année, cette alliance a fourni un pipeline d'investissement de 10,7 milliards d'euros pour l'ensemble des étapes allant de l'exploitation minière au recyclage, dans la plupart des pays de l'Union européenne. Il y a à peine deux jours, elle a présenté un plan d'action sur les terres rares et les aimants permanents, qui sont le premier domaine d'intérêt du Japon, de l'Union européenne et des États-Unis car la Chine contrôle quasiment à 100 % la chaîne de valeur des terres rares et des aimants permanents qui se trouvent dans tous les moteurs électriques, que ce soit pour le secteur numérique, l'automobile, l'aérospatiale, l'aéronautique, les équipements de défense, etc. Il ne pourrait y avoir d'éléments plus stratégiques pour l'avenir ou plus susceptibles de prendre une dimension géopolitique.

C'est une action parmi d'autres et nous avons estimé que l'investissement était un autre enjeu. Nous venons donc d'établir ce que nous appelons le groupe de travail sur les matériaux de technologie propre avec la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ainsi que l'Alliance pour les batteries et l'Alliance européenne pour les matières premières, afin d'identifier les outils et conditions selon lesquelles ces banques réduiraient le risque liés aux projets stratégiques. Nous nous intéressons également à l'aspect national, en particulier pour l'économie circulaire, et concrétisons des projets.



Je voudrais à présent me concentrer sur la dimension internationale car nous avons vraiment besoin de nous diversifier. En juin dernier, nous avons développé un premier partenariat stratégique sur les matières premières avec le Canada et nous en avons approuvé un en juillet sur les batteries et les matières premières avec l'Ukraine. Avec un soutien politique fort, nous proposons un partenariat dans les Balkans occidentaux et nous entamons les discussions avec la Serbie. Pour nos amis d'Afrique ici présents, nous sommes très intéressés par le développement d'une nouvelle forme de partenariat qui permettra aux pays africains d'utiliser leurs richesses de ressources, ou leurs malédictions si vous préférez, d'une façon qui vous donnera un meilleur développement économique et social et nous aidera à nous allier à vous. Comme l'a dit le Président du Rwanda hier, nous ne viendrons pas avec des propositions d'investissement toutes prêtes, nous voulons écouter vos besoins et vous aider à y répondre.

Pour conclure, je vais vous dire que je vois quatre défis. Le premier est la course aux ressources et le défi sera de savoir si nous pouvons gérer cela de façon civilisée dans un monde qui devient de moins en moins civilisé. Il y a de nouvelles frontières où les règles n'existent pas : les grands fonds marins, une région arctique déglacée, la lune et au-delà dans l'espace. Le deuxième défi est un déficit d'investissement. Cela prend trop de temps d'obtenir des investissements et nous voyons des prévisions pour une augmentation de la demande future, mais l'offre manquera dans certains domaines. D'autre part, les banques commerciales sont nerveuses quant à l'investissement dans ce secteur et c'est à ce niveau que les banques publiques peuvent aider à réduire les risques. Nous pourrions avoir besoin d'investir stratégiquement car les marchés ne sont pas des marchés normaux à cause de la dominance du marché, et il faut de l'investissement stratégique patient. Troisièmement, il faut un nouveau contrat social. Il y a une forte opposition à l'exploitation minière ainsi que des attentes pour qu'elle redore son blason, et que les chaînes logistiques soient plus transparentes. Vous avez entendu le commissaire Reynders parler de diligence raisonnable. Il prépare une proposition sur la responsabilité des entreprises à ce sujet qui sortira plus tard cette année. Le dernier défi, comme nous sommes dans une conférence de gouvernance, est un déficit de gouvernance mondiale sur la façon dont nous gérons les métaux et les minéraux du monde. Le système des Nations Unies deviendra-t-il multilatéral ? J'ai entendu l'autre jour l'Ifrri proposer la création d'une agence aux côtés de l'OCDE et l'AIE, appelé Agence internationale des minerais. Cependant, les grandes puissances ont-elles envie de se rassembler et de relever les défis dans un cadre multilatéral ou sommes-nous dans la sphère des puissances politiques ? Je conclurai sur cette note.

Holger Bingmann

Merci beaucoup pour cette merveilleuse présentation de la politique européenne.